



Parc national
de La Réunion

ARRÊTÉ N° DIR-I-2018-299

PORTANT RENOUVELLEMENT D'ÉCHANTILLONNAGE POUR UNE ÉTUDE SUR LA DIVERSITÉ DES ORTHOPTÈRES DE L'ÎLE DE LA RÉUNION

Le Directeur de l'établissement public Parc national de La Réunion,

- Vu le code de l'environnement notamment l'article L331-4,
Vu le décret n°2007-296 du 5 mars 2007 créant le Parc national de La Réunion notamment en son article 3,
Vu le décret n°2014-49 du 21 janvier 2014 portant approbation de la charte du Parc national de La Réunion et notamment sa modalité 2 « Relative à l'atteinte aux patrimoines, à la détention ou transport, à l'emport en dehors du cœur, à la mise en vente, à la vente et à l'achat d'éléments du patrimoine naturel, culturel et historique »,
Vu la décision du Comité du Patrimoine mondial n°34.COM/8B.4 du 10 août 2010 inscrivant les « Pitons, cirques et remparts de l'île de La Réunion » sur la liste du Patrimoine mondial et approuvant la Déclaration de valeur universelle exceptionnelle associée,
Vu les précédentes demandes d'autorisations d'échantillonnage formulées par Monsieur Sylvain HUGEL, Institut de Neurosciences Cellulaires et Intégratives, LC2, UMR 7168 CNRS, 21, rue Descartes, 67083 cedex Strasbourg,
Vu les avis favorables du Conseil Scientifique des 7 octobre 2009 et 29 janvier 2013 ;
Vu les précédentes décisions N° DIR-I-2009-006, N° DIR-I-2013-04, N° DIR-I-2014-01, N° DIR-I-2015-098 et N° DIR-I-2016-072 ;
Vu la demande de renouvellement d'autorisation formulée par Monsieur Sylvain HUGEL en date du 13 décembre 2018, enregistrée au dossier DIR/SEP/2018/237.

Considérant l'expérience et les publications du pétitionnaire dans ce domaine et les dispositions techniques de l'opération objet de la demande, et considérant l'intérêt que représente la connaissance des orthoptères de La Réunion,

arrête

Article 1

Monsieur Sylvain HUGEL, affilié à l'Institut de Neurosciences Cellulaires et Intégratives du CNRS de Strasbourg, est autorisé à réaliser des captures de quelques individus par espèce du groupe des orthoptères pour prélèvement, détermination et complément des collections, conformément à la demande formulée en date du 13 décembre 2018.

Ces prélèvements devront être réalisés en dehors des espaces de naturalité préservée figurant à la carte des vocations annexée à la Charte du parc national (carte jointe en annexe).

Des conditions particulières sont à respecter sur le site particulier de l'ancienne réserve naturelle de Mare Longue, où l'autorisation est donnée sous réserve d'un contact préalable avec le secteur Sud pour que les prélèvements soient si possible réalisés en présence d'un agent de terrain du Parc national.

Article 2

La présente autorisation est assortie des prescriptions suivantes :

- 2-1 cette autorisation est délivrée à Monsieur Sylvain HUGEL, qui devra être en mesure de présenter un double de cette autorisation lors des prélèvements ;
- 2-2 toutes les précautions seront prises pour éviter tout risque de transport d'espèces exotiques en utilisant des équipements neufs ou en les nettoyant consciencieusement avant leur utilisation pour ces opérations (vêtements, chaussures, instruments, ...) ;
- 2-3 tous les déchets (même biodégradables) et le matériel seront évacués ;
- 2-4 il sera fait en sorte que les manipulations et prélèvements soient les moins destructeurs possibles (ne

seront prélevés que les populations de plusieurs individus), en particulier du fait du piétinement autour des espèces les plus sensibles ;

- 2-5 une information sera délivrée aux passants éventuels sur le cadre légal respecté ;
- 2-6 un compte-rendu des prélèvements effectués sera transmis dans le délai de 3 mois après la date d'expiration de la présente autorisation. Ce compte rendu devra être établi sous forme numérique (format texte et tableur ou base de données) et préciser les dates et lieux précis de prélèvements (coordonnées géographiques et cartes à joindre), le nom du collecteur et /ou déterminateur, préciser les familles, genres et espèces, et les mesures. Les noms latins devront suivre la nomenclature en vigueur ;
- 2-7 la valeur patrimoniale des sites prospectés et des espèces recueillies sera indiquée et, si nécessaire, des recommandations de suivi ou de gestion en vue de leur conservation seront précisées. Dans le cas de découverte de nouvelles populations ou d'individus d'espèces à forte valeur patrimoniale, les localisations précises seront remises au Parc national, afin de mieux garantir la protection de ces populations ;
- 2-8 lorsque cela est possible et pertinent, un double des spécimens sera déposé prioritairement au Muséum d'Histoire Naturelle de Saint-Denis, afin de compléter les collections. Ce sera en particulier le cas si de nouvelles espèces pour La Réunion ou pour la Science sont découvertes et si le nombre d'individus le permet. Une mise en collection des prélèvements est également souhaitée pour complément d'études éventuelles ;
- 2-9 les travaux et publications que ces prélèvements auront permis d'établir seront transmis au plus tôt sous format papier et informatique au service documentaire du Parc national. Il y sera mentionné que les travaux ont été menés avec l'autorisation du Parc national de La Réunion ;
- 2-10 dans la mesure du possible, les secteurs du Parc national seront contactés avant les prospections, notamment afin de pouvoir donner la possibilité aux agents de terrain de participer aux échantillonnages (carte de localisation des secteurs et numéros de téléphones joints ci-dessous et en annexe 1).

Article 3

La mise en œuvre des préconisations listées à l'article 1 et 2 est placée sous la responsabilité de Monsieur Sylvain HUGEL. Cette autorisation étant nominative, dans le cas où d'autres chercheurs que ceux listés à l'article 2 l'accompagneraient et souhaiteraient effectuer des prélèvements, ils devront en faire la demande au Directeur du Parc national.

Article 4

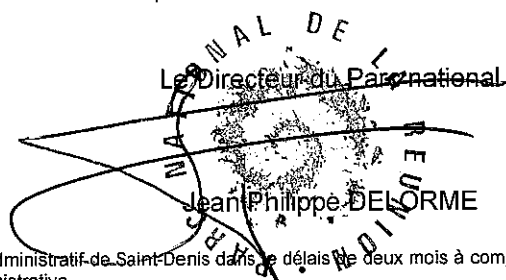
La présente autorisation est valable jusqu'au 31 décembre 2018.

Article 5

La présente autorisation ne se substitue pas à l'autorisation du propriétaire foncier ou de son représentant, ou à toute autre autorisation liée à l'éventuel statut de protection des espèces.

Fait à La Plaine des palmistes, le **26 DEC. 2018**

Le Directeur du Parc national
Jean-Philippe DELORME



NB : Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Saint-Denis dans le délai de deux mois à compter de sa notification conformément aux articles R.421-1 et R.421-5 du code de justice administrative.

Diffusion et publication :

- DEAL
- ONF
- Secteurs du Parc national de La Réunion
- Recueil des actes administratifs du Parc national de La Réunion
- Affichage (2 mois)

Coordonnées téléphoniques des secteurs du Parc national :

- Secteur Nord : 0262/90/99/20
- Secteur Sud : 0262/58/02/61
- Secteur Est : 0262/56/09/88
- Secteur Ouest : 0262/27/37/80